



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 avril 2026

L'an deux mille vingt-six et le 14 avril à 19h00,

Le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Romain RIBEYRE, Maire.

Présents : RIBEYRE Jean-Romain, PETIT Ingrid, ANDRE Augustin, ROCHE Eliette, AUDIGIER Nicolas, NGUYEN-BINH Isabelle, GHALKAOUI Ramzi, FRANCOIS Isabelle, POYET Norbert, CAPRIOGLIO Florence, RIBELLINO Franck, AULAGNER Pauline, BERNARD Nathan, SAUGET Elisabeth, OBERTI Patrice, ARCHINARD Catherine, DELVALLEE Cédric, FERRAGUT Patrice, LENAIN Franck, DUMONT Marc, PERRUSSET Benoit, ROUX Patricia, SOARES Mathieu, CAYRON Blandine, VERMOREL Guillaume, ORSET Marie, CHAILAN Thierry

Excusés : BENOIT Céline donne procuration à Jean-Romain RIBEYRE, HADDAD Catherine donne procuration à Nicolas AUDIGIER, BAULAND Manon donne procuration à Ingrid PETIT, TEYSSIER Nicolas donne procuration à Pauline AULAGNER, HUMBERT Evelyne donne procuration à Augustin ANDRE

Absent :

Secrétaire de séance : Marc DUMONT

Date de la convocation :

Délibération n° 2026-075

8 avril 2026

OBJET : Renouvellement du poste de Collaborateur de Cabinet

Transmis au représentant de l'Etat le :

Affiché le :

Notifié le :

20 AVR. 2026

20 AVR. 2026

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.333-1 à L.333-11 ;
Vu le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ;
Vu la délibération n°31 en date du 8 avril 2021 portant création d'un poste de collaborateur de cabinet au tableau des effectifs ;

Considérant que l'autorité territoriale d'une collectivité peut constituer un cabinet dont les membres, appelés « collaborateur de cabinet », lui sont directement rattachés et l'assistent dans sa double responsabilité politique et administrative,

Considérant que la population de la commune d'Aubenas est inférieure à 20 000 habitants, l'effectif maximum de collaborateurs du cabinet de Monsieur le Maire est fixé à **une personne**,

Considérant que les emplois de collaborateurs de cabinet ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une rémunération supérieure à 90 % du traitement indiciaire correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité, occupé par un fonctionnaire,

Considérant que le montant des indemnités ne peut en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel,

Au regard de ces conditions, il propose de doter cet emploi d'un indice brut de rémunération **IB 611**, augmenté du Supplément Familial de Traitement le cas échéant et **d'un IFSE de 315€ bruts mensuels**.

La dépense correspondante sera imputée au Chapitre 012 – Budget Communal – Article 64131 et à l'article 64138, proratisé, pour l'exercice 2026, à la date à laquelle la présente délibération est exécutoire.

Il est proposé à l'assemblée délibérante de reconduire le poste de collaborateur de cabinet dans les conditions citées ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Reconduit** l'emploi de collaborateur de cabinet à temps complet ;
- **Demande** l'inscription des crédits nécessaires au paiement de ces dépenses au budget, au chapitre 012 du budget de l'exercice 2026 (proratisé pour cet exercice à la date à laquelle la présente délibération est rendue exécutoire) aux articles 64131 – 64138
- **Décide** le remboursement des frais engagés par le collaborateur de cabinet pour ses déplacements (trajet repas hébergement) sur le territoire métropolitain, dans les conditions prévues à l'article 9 du décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 susvisé.

Extrait certifié conforme,

Jean-Romain RIBEYRE,
Maire



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20260414-DEL2026-075-DE
Date de télétransmission : 20/04/2026
Date de réception préfecture : 20/04/2026